



Modèle de géodonnées harmonisé

Surfaces de coordination¹ cantonales LPN

Modèle de géodonnées pour les

surfaces de coordination (selon art. 19 de l'ordonnance sur la protection de la nature et du paysage)

entre les

surfaces agricoles cultivées (géodonnées de base relevant du droit fédéral : ID 153, selon l'ordonnance sur les paiements directs et l'ordonnance sur la qualité écologique)

et les

surfaces protégées donnant droit à des indemnités (selon l'art. 18 de la loi fédérale² sur la protection de la nature et du paysage)

Version 0.4

Modèle de données technique de la CDPNP / CIGEO

Version 0.4 pour prise de décision : état le 12.12.2011 CDPNP / A. Lienhard

(Les parties devant être actualisées dans la version finale, avant la publication, sont signalées en jaune.)

¹ Note du traducteur : traduction littérale du terme « Koordinationsfläche ». Cela correspond-il à l'usage ? Existe-t-il une meilleure solution ? Ce point est à régler entre « gens de terrain » dans le cadre de la procédure de consultation. Voir également « Foire aux questions » n°1, p. 14.

² Note du traducteur : ne s'agirait-il pas plutôt de l'ordonnance ? L'art. 18 LPN règle bien la question des zones à protéger et des prestations mais pas celle du droit aux subventions. L'art. 18 OPN parle quant à lui d'indemnités, raison pour laquelle j'utilise ce terme dans ce cas précis. Dans les autres cas, j'utilise le terme plus général de « subvention ». Dans la suite du document, toutes les références aux « indemnités selon l'art. 18 LPN » seront signalées en couleur.



Titre

- Surfaces de coordination cantonales LPN

Communauté d'informations spécialisées (CIS)

- Andreas Lienhard (ZH)
- Beat Tschumi (OFAG)
- Catherine Guex (VD)
- Jürg Schenker (OFEV)
- Kurt Spälti (CIGEO)
- Markus Müller Egli (LU)
- Nicola Indermühle / Gabi Volker (OFEV)
- Norbert Danuser (GR)
- Peter Zopfi (GL)
- Remo Bianchi (SZ)
- Simone Serretti (TI)
- Stefan Meier (AG)
- Stefan Rey (ZG)

Modélisation

- Stefan Keller, Institut für Software, HES Rapperswil

Base juridique

- Surfaces de coordination cantonales donnant droit à des indemnités*, conformément à l'art. 19 (rapport avec les prestations écologiques dans l'agriculture) de l'ordonnance du 16 janvier 1991 sur la protection de la nature et du paysage (état le 1^{er} mars 2011) – RS 451.1
* (selon l'art. 18 LPN)

Déroulement des travaux

- | | |
|--|------------|
| • Séance initiale gitCDPNP ³ et OFAG (Ittingen) | 09.09.2011 |
| • Informations et mandat – Congrès d'automne CDPNP (St-Gall) | 22.09.2011 |
| • Workshop 1 (Berne) | 19.10.2011 |
| • Workshop 2 (Berne) | 02.12.2011 |

Décisions (dates prévues)

- | | |
|-----------------------------|------------|
| • CIGEO, groupe de pilotage | 15.12.2012 |
| • CDPNP, Assemblée générale | 26.01.2012 |

³ gitCDPNP : groupe de travail de la CDPNP pour la géomatique appliquée à la mise en œuvre de la protection de la nature et du paysage. Il représente les cantons au sein de la Communauté d'informations spécialisées sur les modèles de géodonnées minimaux Zones protégées de l'OFEV.

Sommaire

1	Introduction	4
1.1	Contexte et nécessité d'un modèle de données.....	4
1.2	Finalité du modèle de données	5
1.3	Champ d'application et délais	5
1.4	Conception	5
1.5	Précision géométrique – exigences	6
2	Modèle de données	7
2.1	Présentation graphique	7
2.2	Catalogue d'objets	7
3	Description Interlis (version provisoire, à améliorer)	8
4	Annexe	10
4.1	Bases légales et organisation	10
4.2	Exigences système SGADA.....	13
4.3	Foire aux questions.....	14

1 Introduction

La loi sur la géoinformation (LGéo)⁴ définit les géodonnées de base relevant du droit fédéral, pour lesquelles des modèles de géodonnées minimaux contraignants doivent être élaborés. Parmi celles-ci figurent notamment les géodonnées de base sur les surfaces agricoles cultivées (OGéo ID 153, sur la base de l'ordonnance sur les paiements directs [OPD] et de l'ordonnance sur la qualité écologique [OQE]), dont l'acquisition est du ressort des cantons.

La loi sur la protection de la nature (LPN, état le 1^{er} janvier 2008) attribue aux cantons la compétence de légiférer et d'exécuter la législation et garantit l'octroi de subventions fédérales au titre des prestations prévues à l'art. 18 LPN.

L'art. 19 de l'ordonnance sur la protection de la nature et du paysage (OPN) exige pour les indemnités versées **au titre de l'art. 18 LPN** une coordination (réduction) à hauteur des subventions perçues pour les mêmes prestations écologiques fournies par l'agriculture (OPD/OQE).

Enfin, l'art. 41 OPD renvoie à **l'art. 19⁵ OPN**

1.1 Contexte et nécessité d'un modèle de données

En 2010, dans le cadre du programme pour l'administration du secteur agricole (ASA 2011), l'Office fédéral de l'agriculture (OFAG) a décidé de publier un modèle de géodonnées minimal selon la LGéo pour l'échange des géodonnées relatives aux surfaces agricoles cultivées. Il est également prévu de développer un service géographique d'acquisition de données agricoles (SGADA) fondé sur ce modèle de géodonnées minimal. Cette application doit permettre aux exploitants bénéficiaires de subventions (agriculteurs), aux organes de contrôle et aux cantons d'acquérir les données géoréférencées requises et de les utiliser ensuite pour le calcul et le paiement des subventions à l'agriculture, et ce à partir de 2014.

Les systèmes de calcul et de gestion des subventions dont les cantons se sont dotés sont censés subsister. Dans cette perspective, le SGADA fonctionnera comme un service centralisé d'acquisition des données, au service de ces systèmes cantonaux. Pour le moment, les cantons ont mis en place des solutions très hétérogènes pour assurer la coordination entre les subventions selon l'OPD/OQE et celles **prévues à l'art. 18 LPN**.

Il est apparu dès la phase initiale de la conception du SGADA que les pratiques cantonales en matière de paiement des indemnités **prévues à l'art. 18 LPN** étaient très différentes et qu'il n'était donc pas réaliste de vouloir harmoniser toutes les bases légales cantonales (protection de la nature et systèmes de subventions) dans un seul et unique système d'acquisition centralisé. Une intégration des différentes pratiques cantonales en matière d'octroi des subventions au titre de la protection de la nature a donc été exclue du projet SGADA, pour des questions de faisabilité et au vu des ressources disponibles et des délais prévus.

Il s'agit donc, pour les services cantonaux de conservation de la nature et du paysage, de s'assurer au moyen d'un modèle de données harmonisé, que la coordination entre les subventions selon l'OPD/OQE et les indemnités **au sens de l'art. 18 LPN** demeure correcte et efficace dans les systèmes de gestion des cantons, même lorsque la plus grande partie des données sur les surfaces agricoles cultivées proviendront du SGADA de l'OFAG et seront remises à jour annuellement dans les systèmes cantonaux.

Les compétences pour le traitement des (géo)données selon l'OPD, des (géo)données sur les surfaces de compensation écologique, sur la qualité écologique et sur les surfaces de mise en réseau (selon OQE), de même que les (géo)données sur les prestations (complémentaires) selon l'art. 18 LPN sont réglées de façon très différente d'un canton à l'autre : tantôt du ressort du service de l'agriculture, tantôt du service de conservation de la nature, voire d'autres organes de contrôle spécifiques.

⁴ Cf. annexe 4.1 Bases légales et organisation

⁵ **Note du traducteur** : art. 14 dans la version allemande !!

1.2 Finalité du modèle de données

Le modèle de données « Surfaces de coordination cantonales LPN » définit la structure et le contenu des surfaces qui requièrent une administration coordonnée des subventions versées au titre de l'OPD, de l'OQE et de l'OPN⁶, dans le contexte d'un service géographique d'acquisition de données agricoles (SGADA).

Il permet aux cantons de gérer les autorisations SGADA pour la modification des données des surfaces de coordination et de leurs attributs conformément à leurs pratiques individuelles, et en dérogation au régime d'autorisations régulier du SGADA.

Il garantit en outre que les données sur les surfaces de coordination demeurent identifiables après l'intersection, à différents niveaux de données, avec les surfaces cultivées contenues dans le SGADA, mais aussi que ces enregistrements puissent de nouveau être reliées aux données LPN de base (contrats de protection de la nature) après lecture dans les systèmes cantonaux de calcul et de gestion des subventions.

1.3 Champ d'application et délais

L'OFAG, par le biais du SGADA, fournit une interface pour l'intégration des surfaces de coordination établies conformément au présent modèle de données. Il met à disposition les informations complémentaires importantes (ID) sur les surfaces de coordination en vue de la lecture des géodonnées du SGADA dans les systèmes de paiement cantonaux.

Le SGADA ne peut pas intégrer des modèles de données différents.

Les cantons ne peuvent pas être contraints de fournir un fichier de géodonnées conforme au présent modèle de données.

Si, dans un canton, les surfaces agricoles cultivées et les surfaces de coordination LPN doivent être acquises ou modifiées dans le SGADA selon un processus différent du processus SGADA standard, le canton doit mettre à la disposition de l'OFAG les surfaces de coordination selon le présent modèle de données.

Le présent modèle de données est sans intérêt pour les cantons qui n'utiliseront pas le SGADA.

La disponibilité des géodonnées est fonction de la planification du projet SGADA et de la planification du canton, à savoir à partir de quand il veut utiliser le SGADA. Conformément à la planification actuelle, les cantons devraient pouvoir travailler avec le SGADA à partir de 2014. D'ici là, les surfaces de coordination cantonales LPN devront donc aussi être mises en conformité avec le présent modèle de données afin de pouvoir être utilisées dans le SGADA selon les modalités prévues.

1.4 Conception

Le recours aux données vectorielles des surfaces permet d'atteindre deux objectifs :

1. Gestion fonctionnelle et cantonalisée des surfaces (autorisations) dans le SGADA.
2. Identification des fichiers de données des surfaces de coordination LPN dans les surfaces agricoles cultivées lors du renvoi des données de transfert du SGADA vers les systèmes cantonaux de calcul et de paiement des subventions (intersections de surfaces).

Il est prévu de recourir à des WebMapServices (WMS) cantonaux pour transmettre des informations sur les objets cantonaux protégés aux utilisateurs du SGADA. Des WMS existent déjà dans de nombreux cantons ou peuvent être réalisés très facilement sur la base des systèmes d'informations agricoles actuels. Une harmonisation intercantonale n'est pratiquement pas envisageable au vu des différentes pratiques juridiques et d'exécution.

Par conséquent, le modèle de données se limite à la description des données vectorielles des surfaces de coordination avec un identifiant de fichier de donnée librement défini au niveau cantonal.

⁶ **Note du traducteur :** NHG (= LPN) dans le texte allemand. Cela ne me semble pas correct dans ce contexte (voir également note 2, p. 1.)

1.5 Précision géométrique – exigences

La précision géométrique est fonction des exigences relatives aux surfaces agricoles cultivées.

Les limites des polygones déterminent les surfaces pour lesquelles les exploitants peuvent déclarer des surfaces agricoles cultivées via le SGADA et en modifier les coordonnées géographiques. Il faut donc veiller à ce que les limites extérieures des surfaces de coordination coïncident autant que possible avec les données de référence disponibles dans le SGADA dans l'optique des exploitants (par exemple données de la mensuration officielle pour les immeubles, les limites des voies de communication ou de la forêt, ou encore les unités de gestion).

En l'absence de données de référence plus précises (par exemple dans la zone de transition de la prairie au marais), il faut tendre vers une précision planimétrique minimale d'au moins 1 à 2 m, comme pour les autres surfaces agricoles cultivées.

Si ce but ne peut être atteint, il faudra peut-être prévoir un besoin de coordination accru pendant les périodes d'acquisition du SGADA.

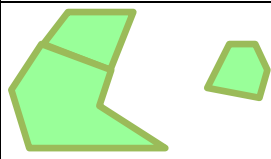
2 Modèle de données

2.1 Présentation graphique

Kant_Koordination_NHG
Geometrie[1] : AreaWithOverlaps2mm
Ktld[1] : Zeichenkette
Kt[1] : CHCantonCode

2.2 Catalogue d'objets

Classes :	Contenus
Kant_Koordination_NHG	<p>Contient toutes les surfaces pour lesquelles une déduction / coordination avec les subventions par surface versées au titre de l'OPD / OQE est nécessaire afin de garantir un paiement correct des indemnités selon l'art. 18 LPN.</p> <p>A cause de la coordination, donc après la déduction, il se peut que la subvention LPN due pour une surface s'élève à Fr. 0.-.</p> <p>Les surfaces donnant droit à des subventions peuvent être situées hors de la surface agricole utile (SAU) et à l'extérieur d'unités de gestion. Selon les cas de figure, par exemple lors de la modification du droit aux paiements directs ou des unités de gestion, ces surfaces deviennent pertinentes pour le SGADA.</p>

Classe : KANT_KOORDINATION_NHG			
Champ	Type de données	Contenu, remarque	Exemples
Geometrie	surfaces	(selon MN03 ou MN95) Sans chevauchement (car le SGADA doit produire des intersections avec ce fichier de données) Surfaces adjacentes et <i>multipart</i> possibles 1 polygone exigé	
Kt	cantons	Enumération avec le code (binaire) de tous les cantons Champ obligatoire	<ul style="list-style-type: none"> • LU • ZH
Ktld	texte (255)	Identifiant cantonal du fichier de données (255 signes maximum) Pour les champs clés des cantons dans d'autres formats, le texte peut être retranscrit dans le type de données d'origine après le transfert. Il est possible d'intégrer plusieurs clés dans ce champ sous forme de valeur combinée. Champ obligatoire	<ul style="list-style-type: none"> • 5808C8AA-7E8F-42E0-85D2-E1E90434CFB3 • 54876 • 126-1458-c • VertragNr_214 • <642> <Zone1>

3 Description Interlis (version provisoire, en chantier)

```
INTERLIS 2.3;
```

```
/** NHG1
```

```
 * Geometrische Basis: Überlappungsfreies Polygon mit 2D-Koordinaten (CHLV03) der Schweiz.
```

```
 */
```

```
MODEL Kant_Koordination_NHG(de)
```

```
  AT "http://www.kbnl.ch"
```

```
  VERSION "2011-12-07" =
```

```
  IMPORTS UNQUALIFIED
```

```
    GeometryCHLV03_V1, CHAdminCodes_V1;
```

```
  TOPIC Kant_Koordination_NHG_V10 =
```

```
    /** Beinhaltet alle Flächen, in denen für die korrekte Beitragsauszahlung nach Artikel 18, NHG eine Verrechnung/Koordination mit den Flächenbeiträgen nach DZV/ÖQV notwendig ist.
```

```
    */
```

```
    CLASS Kant_Koordination_NHG =
```

```
      /** Überlappungsfrei (da GADES mit diesem Datensatz Verschnitte produzieren muss)
```

```
      */
```

```
      Geometrie : MANDATORY GeometryCHLV03_V1.AreaWithOverlaps2mm;
```

```
      /** Kantonaler Datensatzidentifikator, max. 255 Zeichen.
```

```
      * Für kantonale Schlüsselfelder in anderen Formaten kann der Texteintrag nach dem Transfer wieder in den Ursprungsdatentyp zurückübersetzt werden. Es steht frei, mehrere Schlüssel als kombinierter Wert in diesem Feld mitzugeben.
```

```
      */
```

```
      KtId : MANDATORY TEXT*255;
```

```
      /** Kantonskürzel (2 Zeichen)
```

```
      */
```

```
      Kt : MANDATORY CHAdminCodes_V1.CHCantonCode;
```

```
    END Kant_Koordination_NHG;
```

```
  END Kant_Koordination_NHG_V10;
```

```
END Kant_Koordination_NHG.
```



```
TRANSFER Kant_Koordination_NHG_de;
```

```
!!* NHG1
!!* Geometrische Basis: Überlappungsfreies Polygon mit 2D-Koordinaten (CHLV03)
der Schweiz.
!!* @Issuer http://www.kbnl.ch
!!* @Version 2011-12-07
MODEL Kant_Koordination_NHG
```

```
DOMAIN
```

```
!!* Aus: GeometryCHLV03_V1 (en)
Coord2 = COORD2
480000.000 60000.000
850000.000 320000.000;

AreaWithOverlaps2mm = AREA WITH (STRAIGHTS, ARCS) VERTEX Coord2
WITHOUT OVERLAPS > 0.002;
```

```
!!* Aus: CHAdminCodes_V1 (en)
CHCantonCode = (ZH,BE,LU,UR,SZ,OW,NW,GL,ZG,FR,SO,BS,BL,SH,AR,AI,SG,
GR,AG,TG,TI,VD,VS,NE,GE,JU);
```

```
TOPIC Kant_Koordination_NHG_V10 =
```

```
!!* Beinhaltet alle Flächen, in denen für die korrekte Beitragsauszahlung
nach Artikel 18, NHG eine Verrechnung/Koordination mit den Flächenbeiträgen nach
DZV/ÖQV notwendig ist.
```

```
TABLE Kant_Koordination_NHG =
!!* Überlappungsfrei (da GADES mit diesem Datensatz Verschnitte produzieren
muss)
```

```
Geometrie : AreaWithOverlaps2mm;
!!* Kantonaler Datensatzidentifikator, max. 255 Zeichen.
!!* Für kantonale Schlüsselfelder in anderen Formaten kann der Texteintrag
nach dem Transfer wieder in den Ursprungsdatentyp zurückübersetzt werden. Es
steht frei, mehrere Schlüssel als kombinierter Wert in diesem Feld mitzugeben.
```

```
KtId : TEXT*255;
!!* Kantonskürzel (2 Zeichen)
Kt : CHCantonCode;
```

```
NO IDENT
END Kant_Koordination_NHG;
```

```
END Kant_Koordination_NHG_V10.
```

```
END Kant_Koordination_NHG.
```

```
FORMAT
FREE;
```

```
CODE
BLANK = DEFAULT, UNDEFINED = DEFAULT, CONTINUE = DEFAULT;
TID = ANY;
END.
```


<p>OPN, art. 19</p>	<p>http://www.admin.ch/ch/f/rs/4/451.1.fr.pdf</p> <p>Ordonnance sur la protection de la nature et du paysage (OPN) du 16 janvier 1991 (Etat le 1^{er} mars 2011)</p> <p>Art. 19 Rapport avec les prestations écologiques dans l'agriculture Il convient de déduire, des indemnités prévues à l'art. 18, les contributions versées pour la même prestation écologique fournie sur une surface agricole utile conformément aux art. 40 à 54 de l'ordonnance du 7 décembre 1998 sur les paiements directs et selon l'ordonnance du 4 avril 2001 sur la qualité écologique.</p>
<p>OPD, art. 41</p>	<p>http://www.admin.ch/ch/f/rs/9/910.13.fr.pdf</p> <p>Ordonnance sur les paiements directs versés dans l'agriculture (Ordonnance sur les paiements directs, OPD) du 7 décembre 1998 (Etat le 1^{er} juillet 2011)</p> <p>Art. 41 Délimitation par rapport à la loi sur la protection de la nature et du paysage ¹ Le rapport entre les contributions versées en vertu du présent chapitre et les indemnités visées aux art. 17 et 18 de l'ordonnance du 16 janvier 1991 sur la protection de la nature et du paysage (OPN) est réglé à l'art. 19 OPN. ² Ne donnent pas droit aux contributions selon le présent chapitre les surfaces soumises à des contraintes de protection de la nature en vertu des art. 18a, 18b, 23c et 23d de la loi fédérale du 1^{er} juillet 1966 sur la protection de la nature et du paysage (LPN), lorsqu'il n'a pas été conclu d'accord avec les exploitants ou les propriétaires fonciers en vue d'une indemnisation équitable.</p>
<p>OQE</p>	<p>http://www.admin.ch/ch/f/rs/9/910.14.fr.pdf</p> <p>Ordonnance sur la promotion régionale de la qualité et de la mise en réseau des surfaces de compensation écologique dans l'agriculture (Ordonnance sur la qualité écologique, OQE) du 4 avril 2001 (Etat le 1^{er} janvier 2011)</p>
<p>LGéo</p>	<p>http://www.admin.ch/ch/f/rs/5/510.62.fr.pdf</p> <p>Loi fédérale sur la géoinformation (Loi sur la géoinformation, LGéo) du 5 octobre 2007 (Etat le 1^{er} octobre 2009)</p>
<p>OGéo</p>	<p>http://www.admin.ch/ch/d/sr/5/510.620.de.pdf</p> <p>Ordonnance sur la géoinformation (OGéo) du 21 mai 2008 (Etat le 1^{er} janvier 2011)</p>

CDPNP	http://www.kbni.ch La <i>Conférence des délégués à la protection de la nature et du paysage</i> (CDPNP) réunit les responsables des services de conservation de la nature et du paysage de tous les cantons de Suisse.
CIGEO	http://www.ikgeo.ch La <i>Coordination Intercantonale des Géoinformations</i> (CIGEO) a été mise en place par la Conférence suisse des directeurs des travaux publics, de l'aménagement du territoire et de l'environnement (DTAP) afin de coordonner les géoinformations des cantons et la collaboration intercantonale en matière d'infrastructure nationale des données géographiques (INDG). Pour assurer une représentation cohérente et commune des intérêts des cantons, ce comité de coordination regroupe les associations professionnelles cantonales actives dans les domaines de la sylviculture, de la géoinformation, du registre foncier, de l'agriculture, de l'aménagement du territoire, de l'environnement, des transports et du cadastre.
Interlis	http://www.interlis.ch INTERLIS est un mécanisme de description et d'échange de données géoréférencées. Grâce à ce langage uniforme, les spécialistes peuvent développer leurs modèles de données de façon précise, concevoir des applications informatiques et des interfaces. L'idée sur laquelle se fonde INTERLIS est qu'un échange électronique d'informations structurées n'est possible que si les partenaires de l'échange ont une conception précise et uniforme de la nature des données à échanger.
Modèles de données de référence (CHBase)	http://models.geo.admin.ch/ Registre des modèles de données : Model-Repository pour les géodonnées de base relevant du droit fédéral. Ce registre met les modèles de géodonnées de base relevant du droit fédéral à la disposition du public. ➔ Ces ressources permettent de gérer les 'IMPORTS UNQUALIFIED' du modèle Interlis.

4.2 Exigences système concernant le SGADA

Le présent modèle de données sert à spécifier les exigences système envers le SGADA, dans l'optique des cantons et en particulier de leurs services de conservation de la nature et du paysage.

Ces exigences ont été discutées dans le cadre de la modélisation des données au sein de la Communauté d'informations spécialisées (CIS). En raison du processus de spécification du SGADA, qui n'est pas encore achevé, et de l'élaboration des exigences du système, certaines exigences concernant le SGADA ne peuvent pas encore être précisées.

Pour sa part, l'OFAG ne peut pas encore dire si et sous quelle forme le SGADA verra finalement le jour. La CDPNP est représentée par une personne dans l'équipe de projet SGADA et une personne dans le comité de projet SGADA, ce qui lui permet de faire connaître ses exigences dans le cadre du processus de développement.

Les exigences système formulées par la CDPNP au sujet du SGADA sont les suivantes :

1. Avec les polygones des surfaces de coordination cantonales LPN, il doit être possible d'attribuer des droits de modification spécifiques par cantons et groupes d'utilisateurs au niveau des données du modèle de données des surfaces agricoles cultivées. Ainsi, selon les cantons :
 - il doit être possible de bloquer globalement l'accès, dans le SGADA, à l'ensemble des surfaces agricoles cultivées à l'intérieur des surfaces de coordination ;
 - les surfaces agricoles cultivées à l'intérieur des surfaces de coordination ne doivent pas pouvoir être modifiées par les exploitants, mais uniquement par certains groupes d'utilisateurs dans le canton (service de protection de la nature, conservateur de la nature) ;
 - les exploitants ne doivent avoir la possibilité d'éditer que certains attributs pour certains types de surfaces agricoles cultivées à l'intérieur des surfaces de coordination (par exemple proportion de la surface exploitée dans les surfaces de compensation écologique) ;
 - les exploitants ne doivent avoir la possibilité de modifier la géométrie de certains types de surfaces cultivées que pendant certaines périodes (annonces d'automne) ;
 - pendant la période d'acquisition des données, certains groupes d'utilisateurs doivent avoir la possibilité de modifier les surfaces de coordination dans le SGADA afin de prendre en compte les changements courants (nouveau contrats de protection de la nature) ;
 - d'autres exigences doivent pouvoir être formulées.

Si ces exigences d'accès variables selon les cantons peuvent être réalisées dans le SGADA, la solution prévue dans le concept, qui consiste à ce que le traitement de toutes les données du SGADA soit du ressort des cantons, est une option possible (profil A selon le concept SGADA). Si cela n'est pas réalisable selon les modalités souhaitées, les mises à jour des données sur les surfaces agricoles cultivées à l'intérieur des surfaces de coordination devraient se faire à l'aide de solutions géomatiques cantonales (profil B selon le concept SGADA).

2. Pour alimenter les systèmes de paiement cantonaux, le SGADA fournira aux cantons une intersection de surfaces entre les différents niveaux de géodonnées pertinents pour le paiement des subventions. Les surfaces de coordination doivent être prises en compte dans cette intersection de surfaces et il faut s'assurer que les deux attributs des surfaces de coordination (canton et identifiant cantonal du fichier de données) figurent également dans les données restituées au canton.
3. Le SGADA doit permettre à chaque canton d'afficher ses propres WMS Protection de la nature comme informations de fond. Il doit aussi supporter des interrogations *Identify* à plusieurs niveaux au sujet des objets graphiques représentés dans les WMS. Grâce à ces WMS, les cantons peuvent intégrer des informations pour les exploitants dans le SGADA, en se basant sur leur pratique actuelle et en conformité avec leur propre législation.

Des informations complémentaires concernant les contraintes de protection de la nature sont représentées et consultables de différentes façons, selon les cantons (par exemple dates de fauche,

programmes spéciaux de protection de la nature ou de fauche, types de contrats, identifiants contractuels, interlocuteurs pour les demandes de modification, etc.).

4.3 Foire aux questions

Pourquoi ne parle-t-on pas de surfaces LPN donnant droit à des subventions ?

Durant le processus de discussion, il a longtemps été question de « surface LPN donnant droit à des subventions (*NHG-Beitragsflächen*) ou plus généralement de « surfaces protégées (donnant droit à des subventions) » (*Naturschutz(betrags)flächen*). Des différences sont toutefois apparues entre les cantons au sujet de la distinction entre les termes « protection de la nature » selon la LPN et les notions de « surface de compensation écologique », de « qualité écologique » et de « surface de mise en réseau » utilisées dans le secteur agricole. La faute à certaines compétences d'exécution des unités organisationnelles et à des législations cantonales divergentes.

La CIS a donc opté pour une dénomination exprimant le plus précisément possible la teneur et la portée de ce niveau de géodonnées. Il existe hors de la zone agricole d'autres subventions selon la LPN qui concernent des surfaces qui ne sont d'aucun intérêt pour le SGADA. En raison de la coordination entre les bases légales, de nombreuses surfaces ne donnent pas droit à une subvention selon la LPN (ou à une subvention égale à Fr. 0.-), dans la mesure où les prestations visées sont déjà indemnisées par le biais de subventions selon l'OPD / OQE. Les unités de gestion et les droits selon l'OPD qui sont associés aux exploitations peuvent évoluer, de sorte que des surfaces précédemment sans intérêt pour la coordination doivent à un moment donné être coordonnées afin d'éviter des paiements à double. Pour cette raison, les surfaces de coordination « potentielles » situées hors de la zone agricole doivent aussi pouvoir figurer dans les données.

Pourquoi pas plus d'attributs ?

Dans un premier temps, la CIS voulait élaborer un modèle de données contenant toutes les informations sur les surfaces présentant un intérêt dans l'optique des subventions LPN. Ainsi, il aurait été possible d'utiliser le SGADA comme service d'acquisition de données sur les subventions LPN et d'assurer la coordination (validation) entre les surfaces agricoles cultivées et les surfaces LPN au sein du SGADA.

Il est toutefois apparu assez rapidement que les pratiques des cantons en matière d'exécution de la LPN étaient trop différentes pour espérer pouvoir développer un modèle de données harmonisé commun à tous les cantons dans un délai raisonnable. Un modèle de données sur les subventions en matière de protection de la nature serait certes souhaitable, tant pour des raisons pratiques que d'efficacité, mais il est irréaliste de vouloir se doter d'un modèle de données commun pour la mise en œuvre des subventions LPN sans harmonisation préalable des législations cantonales. C'est ce qui a amené la CIS à se déterminer sur un modèle de géodonnées très minimal.

Pourquoi pas de géodonnées de base selon la LGéo/OGéo ?

La LPN attribue aux cantons des compétences d'exécution en matière de protection de la nature et du paysage, tandis que la LGéo et l'OGéo désignent les géodonnées de base qui reposent sur la législation fédérale, comme les inventaires de protection de la nature et du paysage définis dans des ordonnances fédérales. Les inventaires ne comportent cependant aucune contrainte de protection de la nature opposable aux propriétaires fonciers et, à défaut d'autres contraintes stipulées par contrat, ils ne suffisent pas non plus à justifier le versement de subventions aux exploitants (art. 41 OPD).

Les surfaces LPN (protection de droit public ou contrats de droit privé) sont donc réglées conformément aux délégations de compétences institutionnelles et aux bases légales cantonales applicables, dans le cadre des législations cantonales sur la géoinformation. Elles sont modélisées par cantons et ne sont pas contenues dans l'annexe à l'ordonnance fédérale sur la géoinformation.

Pourquoi ne pas intégrer des géodonnées compatibles avec la RPT dans le SGADA ?

La CIS Zones protégées a identifié le besoin d'un modèle de données intercantonal coordonné en fonction des conventions-programmes RPT et des obligations de rapport qui en découlent (par exemple en tant que cadre commun pour les modèles de données que doivent établir les cantons pour l'exécution du droit de la protection de la nature). Les surfaces et attributs requis pour le SGADA ne constitueront vraisemblablement qu'un sous-ensemble de ces données harmonisées sur la protection de la nature. Quelles seront les exigences de l'OFEV en matière de rapports RPT ? Quelle sera la profondeur d'un modèle commun ? Combien de temps faudra-t-il aux cantons pour fournir leurs données dans la forme requise ? La réponse à ces questions dépend de nombreuses inconnues. Les conditions pour définir un tel modèle de données dans le délai imposé par le SGADA ne sont donc pas remplies. Le modèle de données présenté ici pourrait toutefois constituer le noyau dur d'un futur modèle cadre intercantonal pour l'exécution du droit de la protection de la nature, qui pourrait éventuellement être utilisé pour les rapports RPT.